



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N° 28 2026

Faits saillants

- ❖ **Inde** : Le ratio dette/PIB de l'Inde s'établit à 58,2 % en FY26, contre 58,5 % l'année précédente ;
- ❖ **Bangladesh** : La croissance ralentit à 2,22 % au troisième trimestre 2025-26, tirée vers le bas par l'industrie ;
- ❖ **Sri Lanka** : La banque centrale maintient son taux directeur à 8,75 % ;
- ❖ **Maldives** : La croissance maldivienne ralentit au premier trimestre 2026.

À RETENIR

58,2%

Ratio dette/PIB indien au cours de l'exercice
2025/26

Inde

Le ratio dette/PIB du gouvernement central s'établit à 58,2 % en FY26, contre 58,5 % l'année précédente

Le ratio de la dette publique rapportée au PIB s'est établi à 58,2 % (chiffre provisoire) en FY26, contre 58,5 % l'exercice précédent, selon les informations communiquées par le ministre d'État aux Finances. Au 31 mars 2026, l'encours de la dette du gouvernement central atteignait 201,17 lakh crore INR (2 084,3 Mds USD). Le ratio du service de la dette (paiements d'intérêts) rapporté aux recettes fiscales a par ailleurs diminué de 41,6 % en FY21 à 37,6 % en FY26, évolution que le gouvernement attribue à une amélioration de sa capacité à financer ses charges d'intérêts grâce à la progression des recettes fiscales et à sa stratégie de consolidation budgétaire.

Ces indicateurs ont toutefois suscité des réserves au Parlement. Le député de la Rajya Sabha a souligné que 81,8 % des nouveaux emprunts contractés en FY26 ont été consacrés au paiement des intérêts de la dette existante, contre 50,9 % en FY22, réduisant la part des nouveaux financements disponibles pour les dépenses d'investissement ou de développement. Enfin, la dette du gouvernement central devrait atteindre 228,27 lakh crore INR (2 365,2 Mds USD) en FY27, contre 211,06 lakh crore INR (2 186,8 Mds USD) en FY26.

[India's debt-to-GDP ratio moderates to 58.2% in FY26: RS - The Economic Times](#)

La RBI a vendu au comptant 6,1 Mds USD pour soutenir la roupie en mai

Selon le bulletin mensuel de la Reserve Bank of India, la banque centrale a vendu au comptant un montant net de 6,1 Mds USD sur le marché des changes en mai 2026, période durant laquelle la roupie a franchi le seuil des 96 unités pour un dollar en raison de la flambée des prix du pétrole liée au conflit en Iran. La RBI a acheté 22,2 Mds USD et vendu 28,3 Mds USD au cours du mois. En outre, ses ventes nettes de dollars à terme (forward) ont atteint un record de 106,6 Mds USD fin mai, contre 95,3 Mds USD fin avril.

Malgré ces turbulences, la RBI a souligné une reprise des investissements étrangers. Le Japon, Singapour et Maurice ont représenté environ 74 % des entrées totales d'investissements en actions, les services financiers concentrant la plus grande part, suivis de l'industrie manufacturière, du commerce de détail/gros et des services informatiques, ces secteurs représentant ensemble environ 80 % des flux entrants. Côté sortant, environ 74 % des investissements directs sortants (IDE) se sont dirigés vers les États-Unis, les îles Caïmans et les Pays-Bas. La banque centrale a également noté que si le secteur agricole connaît une mousson inégale, l'impact sur l'inflation alimentaire devrait être atténué par des stocks de céréales confortables.

[RBI sold \\$6.1 bn in May as oil weighed on the rupee and foreign inflows showed signs of revival: Bulletin - The Economic Times](#)

Bangladesh

La croissance ralentit à 2,22 % au troisième trimestre 2025-26, tirée vers le bas par l'industrie

La croissance du PIB du Bangladesh a nettement ralenti au troisième trimestre (janvier-mars) de l'exercice 2025-26, à 2,22 % en glissement annuel, contre 4,53 % un an plus tôt. Il s'agit du

troisième trimestre consécutif de décélération, après une croissance de 4,50 % au premier trimestre puis de 3,03 % au deuxième. Ce ralentissement est principalement imputable à la contraction de l'activité industrielle, tandis que le secteur agricole et celui des services ont également enregistré une progression plus modérée.

L'industrie, principal moteur de l'économie bangladaise, a vu sa production reculer au cours du trimestre sous l'effet de la faiblesse de la demande intérieure, du ralentissement des exportations, des difficultés d'approvisionnement en énergie et de la baisse de l'investissement privé. La production industrielle a d'ailleurs régressé pour la première fois depuis la covid d'après les données du Bangladesh Bureau of Statistics (baisse de -0,3%).

[Industrial output shrinks for first time in 6 years](#)

[Les discussions sur un nouveau programme FMI avancent, le Fonds appelle à des réformes plus ambitieuses](#)

Une mission du FMI s'est rendue à Dacca du 12 au 16 juillet afin d'engager les discussions sur un nouveau programme d'appui financier, à la demande du gouvernement bangladais. Le Fonds indique que les négociations sur le montant du futur financement et les engagements associés se poursuivront dans les prochains mois. Cette mission intervient après la décision du gouvernement de mettre fin au programme de 5,3 Mds USD approuvé en 2023, jugé insuffisamment adapté aux nouvelles priorités économiques.

Le FMI dresse un diagnostic préoccupant de l'économie bangladaise, confrontée à des tensions persistantes sur les finances publiques, le secteur bancaire et l'inflation, aggravées par la hausse des coûts énergétiques liée au conflit au Moyen-Orient. Il recommande de poursuivre une politique budgétaire et monétaire restrictive, d'accroître les recettes fiscales, de rationaliser les subventions, de maintenir le régime de change plus flexible adopté en 2025 et d'engager une restructuration crédible du secteur bancaire.

Le Fonds se montre également plus pessimiste que les autorités sur les perspectives économiques. Il anticipe une croissance limitée à 3,5 % en 2026-27, puis inférieure à 3 % à moyen terme en l'absence de réformes structurelles, contre un objectif gouvernemental de 6,5 %.

[IMF Staff Concludes Visit to Bangladesh](#)

[Les importations stagnent en 2025-26 à 70 Mds USD](#)

Les paiements liés aux importations ont atteint 70,4 Mds USD en 2025-26, en hausse de seulement 0,09 % par rapport à l'exercice précédent, illustrant l'atonie persistante de la demande intérieure. Cette quasi-stagnation contraste avec la progression de +7 % des ouvertures de lettres de crédit (LC), à 74,7 Mds USD, qui laisse entrevoir une reprise prudente des commandes sans se traduire encore par une hausse effective des importations.

Le ralentissement est particulièrement marqué pour les intrants industriels. Les importations de matières premières industrielles ont reculé de 3,3 %, à 23,2 Mds USD, tandis que celles de machines ont chuté de 10,7 %, à 1,8 Md USD, signalant la faiblesse persistante de l'investissement productif. Les importations de biens de consommation et de biens intermédiaires ont également diminué d'environ 7 % chacune.

À l'inverse, les achats de produits pétroliers ont progressé de 6,4 %, à 10,7 Mds USD, sous l'effet de la hausse des besoins énergétiques et des prix internationaux.

[Import growth stalls in FY26 on subdued industrial demand](#)

Sri Lanka

La banque centrale maintient son taux directeur à 8,75 %

Le comité de politique monétaire de la Banque Centrale du Sri Lanka (CBSL) a décidé de maintenir son taux directeur (Overnight Policy Rate) à 8,75 %, considérant que le resserrement monétaire engagé en mai continue de produire progressivement ses effets sur l'économie. Si l'inflation a atteint 6,8 % en juin sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, la banque centrale considère que cette accélération demeure principalement liée à des chocs d'offre et devrait être temporaire. Elle anticipe que le ralentissement de la croissance du crédit contribuera à modérer la demande intérieure et à ramener progressivement l'inflation vers sa cible de 5 %. La CBSL souligne enfin que les tensions géopolitiques continuent de faire peser des risques sur les perspectives économiques, même si les pressions récentes sur les équilibres extérieurs se sont partiellement atténuées.

[CBSL](#)

Maldives

La croissance maldivienne ralentit au premier trimestre 2026

Selon les comptes nationaux trimestriels publiés par le Maldives Bureau of Statistics, le PIB réel a progressé de 3,3 % en glissement annuel au premier trimestre 2026, après 7,4 % au quatrième trimestre 2025. L'activité a principalement été soutenue par les services financiers (+20,1 %), ainsi que par le commerce de gros et de détail (+10,7 %). Le secteur de l'hébergement et de la restauration, premier contributeur au PIB (24,3 %), n'a enregistré qu'une progression de 2,0 %, tandis que la pêche s'est fortement contractée (-52,3 %).

Les réserves de change continuent de diminuer

Les réserves officielles des Maldives se sont établies à 686,8 MUSD fin juin, en baisse de 18 MUSD par rapport à fin mai et de 645 MUSD depuis mars 2026. Elles reculent également de 17,5 % sur un an. Selon la Maldives Monetary Authority (MMA), cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des interventions sur le marché des changes : les injections de devises ont progressé de 43 % sur un mois afin de répondre à la demande accrue des banques et des importateurs et de soutenir la parité de la rufiyaa. Les réserves mobilisables s'établissent à 248,9 MUSD, soit l'équivalent de 16 jours d'importations, en baisse de 11,9 MUSD par rapport à fin mai, mais supérieures de 23 % à leur niveau de juin 2025.

[Maldives Monetary Authority.](#)

Les dépenses de subventions progressent de plus de 86 % à mi-juillet

Les dépenses de subventions ont atteint 3,13 Mds MVR au 16 juillet 2026, contre 1,68 Md MVR un an plus tôt, soit une hausse de 86,3 %. Cette progression reflète principalement l'alourdissement du coût des subventions énergétiques, tandis que le gouvernement a maintenu les prix de l'électricité et des carburants à un niveau administré et a étendu cette année les subventions au carburant destiné aux pêcheurs. Les dépenses de subventions représentent désormais près de 58 % de l'enveloppe annuelle inscrite au budget (5,4 Mds MVR).

[Ministère des Finances.](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Négative	B+	Stable	B+	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Stable	B	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	CCC-	-	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr